



Assurance-chômage : les propositions chocs du patronat

- Alors que la dette de l'Unedic va dépasser 60 milliards, Medef, CPME et U2P ont transmis leurs revendications.
- Ils suggèrent 1 milliard d'euros d'économies, notamment dans l'indemnisation des ruptures conventionnelles.
- Et la baisse du seuil de salaire à partir duquel s'applique, après six mois, une réduction de 30 % de l'allocation.

// PAGE 2

événement

Le boom de l'IA fait flamber le prix des PC et smartphones

Tiré par la demande pour l'IA, le prix des composants explose et pénalise tous les fabricants d'électronique grand public.

// PAGES 16-17

Analyse La France, cible facile des cyberattaques

// P. 10



Distribution Les négociations commerciales s'enveniment

// P. 21

L'étonnant recul du charbon polonais



ÉNERGIE En pleine transition énergétique, la Pologne se détourne plus rapidement que prévu du charbon. Il va passer de 52 % du mix énergétique en 2025 à 20 % en 2030. Les centrales à gaz remplacent progressivement leurs homologues au charbon. Résultat : les mines sont dès aujourd'hui trop nombreuses par rapport aux besoins. Obligées de baisser leur rythme d'extraction, elles enregistrent des pertes colossales tout en étant deux fois plus chères que le prix mondial. Pour l'instant, l'Etat polonais maintient ses subventions mais le débat risque de devenir inflammable avant les élections prévues pour 2027. // PAGE 19

Surendettement L'inquiétante hausse du nombre de dossiers chez les jeunes Français // P. 29

Bourse Le retour en grâce des petites capitalisations européennes // P. 28

Bac pro : l'année de terminale chamboulée dès l'an prochain

ÉDUCATION Sans remettre en cause les dernières réformes du bac professionnel qui se sont traduites par une hausse des vœux d'orientation des élèves dans cette voie, le ministre de l'Éducation nationale annonce dans un entretien aux « Echos » l'aménagement du rythme scolaire. À partir de l'an prochain, les lycéens passeront leurs épreuves du bac professionnel en juin et non plus en mai. Edouard Geffray revient donc sur le « parcours personnalisé de terminale » de six semaines qui était critiqué de toutes parts au vu de la désorganisation qu'il a provoquée



dans les lycées. Pour les élèves de seconde générale et technologique, le ministre invite les entreprises à « avoir une vision proactive » dans les stages proposés aux jeunes filles. « Il y a un intérêt collectif des entreprises à ne pas mettre automatiquement les filles au service communication et les garçons au service production », explique le ministre. Il va aussi mettre à disposition 40.000 places d'internat pour que les élèves puissent faire leur stage en dehors de leur milieu habituel, notamment s'ils habitent en zone rurale. // INTERVIEW PAGE 4

Les renouvelables rapportent plus de 2 milliards aux collectivités

ÉNERGIE A moins d'un mois des municipales et alors que les éoliennes sont particulièrement visées, le syndicat des énergies renouvelables a mandaté Columbus Consulting pour calculer les recettes fiscales versées aux territoires. Chaque année, 2,1 milliards d'euros sont perçus par les collec-

tivités, dont 77 % vont aux communes ou aux communautés de communes. Un parc de quatre éoliennes, d'une puissance cumulée de 10 mégawatts, peut générer plus de 100.000 euros par an dont 77.000 pour la commune et la communauté de communes. Des montants prévisibles d'une année

sur l'autre, car principalement calculés sur la valeur foncière des installations. Les barrages rapportent 640 millions d'euros. Les collectivités bénéficient aussi d'une partie de la TVA sur les actifs achetés par les particuliers, comme les pompes à chaleur ou les panneaux solaires. // PAGE 20

l'éditorial

Un slalom si dangereux



La route est droite, mais la pente est forte : cette formule s'applique aujourd'hui au secteur automobile. C'est celle, politique, de Jean-Pierre Raffarin s'installant à Matignon après la victoire de Jacques Chirac au second tour de la présidentielle contre Jean-Marie Le Pen en 2002. A une réserve près : si la pente est forte, la route n'est nullement droite. Jamais, dans l'histoire, une activité industrielle n'a eu autant de défis face à elle.

Le changement de pied sur les voitures électriques conduit les géants comme Stellantis, Ford, GM ou encore Volkswagen et Honda à constater des dizaines de milliards de pertes cumulées. Probablement une vingtaine pour le seul groupe franco-italo-américain, soit la plus importante jamais constatée par une entreprise tricolore. Les consommateurs n'ont pas suivi tandis que Donald Trump voue l'électrification aux gémonies.

Les embardées sont dès lors spectaculaires, avec

la quasi-obligation pour tous les acteurs de conserver plusieurs plateformes de motorisation – thermique et électrique –, ce qui est extrêmement coûteux. On vient aussi d'apprendre que Stellantis va réintroduire le diesel dans de nombreux modèles en Europe. Essence, diesel, hybride, hybride rechargeable, 100 % électrique ou avec prolongateur d'autonomie, tout est ouvert.

Reste l'essentiel pour des industriels : ne pas se tromper sur la destination finale. Pékin a décidé que ce sera l'électrique. Washington reste sur le thermique. Et l'Europe ? Sauf à inventer un moteur à un litre, le dérèglement climatique croissant conduira le plus probablement à plus d'électrification, voire aux hybrides rechargeables avec plus de 100 km d'autonomie (que la réglementation française torpille).

Ne pas confondre les péripéties et le sens de l'histoire. — **Dominique Seux**